

Par Laurent Joffrin

La liberté n'est pas une faiblesse

Par [Laurent Joffrin](#) — 16 novembre 2015 à 21:26



Le président François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès, le 16 novembre 2015 Photo ERIC FEFERBERG. AFP

- La liberté n'est pas une faiblesse

Édito

La guerre, donc. François Hollande a endossé, comme il sait le faire, ses habits les plus martiaux pour s'adresser au Congrès réuni et à la nation tout entière. Par la gravité du ton, la qualité des formules, la densité du discours, il a pris la mesure de cette épreuve historique et, par la même occasion, marqué un point politique. L'augmentation des moyens de sécurité, l'expulsion des

étrangers convaincus d'activité terroriste, la coopération internationale contre la terreur, l'intensification des opérations contre l'Etat islamique, sont légitimes. D'autant que ces annonces sont encadrées par le rappel des principes de liberté et complétées par la volonté de respecter le droit d'asile. Prompte à la surenchère, la droite se retrouve en position délicate : soit approuver le discours présidentiel, soit exiger qu'on aille plus loin, ce qui finira par nous faire sortir des limites de l'Etat de droit tel qu'on doit le concevoir en démocratie.

C'est un fait que l'heure n'est pas à l'angélisme. Les assassins de l'islamisme nous ont choisis pour cible non pour ce que nous faisons mais pour ce que nous sommes, les symboles d'un mode de vie libre, autonome, laïque, pacifique. Ce combat est sans merci. L'extension du domaine de la guerre en plein Paris ne saurait rester impunie. L'Etat islamique doit en payer le prix. Nous devons relever le défi, comme toute démocratie qui se respecte, courageuse, debout, appuyée sur ses principes. Pourtant l'usage répétitif du mot «guerre», comme le fait la droite et, de manière plus modérée, le gouvernement, sans précision, pose question. Chacun sait ce qu'est une guerre dans l'acception courante : le choc de deux Etats qui rassemblent toutes leurs forces pour imposer par la violence leur volonté à la nation ennemie, en brisant sa capacité de résistance. Un choc qui met aux prises deux armées constituées, avec offensives de grand style, invasion, bombardement massif, populations mobilisées chaque jour du conflit, pertes humaines par dizaines de milliers, destructions sans nom et massacres quotidiens. Cette guerre-là, la vraie, suspend le cours ordinaire du temps, exige des mesures d'exception et des sacrifices immenses.

Et, donc, chacun voit bien que nous vivons tout autre chose. Si guerre il y a, c'est une guerre asymétrique, fondée sur l'hyper-terrorisme. Les armées françaises, dans leur composante aéronavale, sont engagées dans un conflit armé en Syrie et en Irak. Mais sur le sol européen, c'est un conflit de l'ombre, incertain, ambigu, avec ses éclairs de terreur et ses réseaux occultes, ses crimes aveugles et ses opérations secrètes. Un conflit dans lequel la poursuite de la vie quotidienne, le maintien des garanties de droit, le refus de montrer sa peur, pourtant bien légitime, forment une composante décisive de l'armement moral de la société. On dira que le rappel aux principes risque de handicaper la réplique. C'est le contraire qui est vrai. Ceux qui disent cela n'ont pas confiance dans la démocratie même. Or les démocraties, en général, gagnent les guerres. Contre les grandes tyrannies du XX^e siècle, elles l'ont finalement emporté, et les dictatures, en général, perdent la partie. La liberté n'est pas une faiblesse. C'est elle qui soutient le courage des peuples.

A cet aune, on doit examiner avec vigilance l'arsenal de mesures nouvelles présentées au Congrès. On sait où nous a menés la stratégie de George Bush... Les autres pays européens, dans des circonstances analogues, n'ont pas proclamé l'état d'urgence. Sa prolongation en France est-elle justifiée ? Les mesures d'exception qu'on agite sont-elles conformes à nos principes ? Pour se battre, il faut un idéal. Commencer par l'écorner, c'est s'affaiblir d'emblée.

[Laurent Joffrin](#)